

L'heure du bilan

Les premiers élèves
issus de la réforme
scolaire entrent au
cégep en septembre.

Les jeunes
« réformés » sont-ils
meilleurs ou moins
bons que leurs
prédécesseurs?

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT



Ils ne savent pas écrire.» « On n'a jamais vu de jeunes avec aussi peu de bagage culturel. » « On a laissé passer au secondaire des élèves qui ne savaient pas lire. » Les commentaires courroucés ou blasés à l'encontre du système scolaire, qu'ils proviennent de professeurs anonymes, de parents inquiets ou même de simples citoyens, sont récurrents. Depuis quand les entend-on? Cinq ans, dix ans, vingt ans? Les premiers datent d'avant la réforme scolaire, en tout cas, lancée officiellement en 2000 pour les faire taire. Rebaptisée vers 2005 Renouveau pédagogique, la refonte des programmes et de l'organisation scolaires était censée mettre fin au décrochage tout en remontant le niveau général des élèves. Mais une décennie plus tard, et malgré les multiples remaniements survenus entre-temps, la grogne des acteurs de l'éducation n'a pas faibli. Au point que

tout le monde se demande quel est le bilan de ce grand projet éducatif lancé avec ferveur il y a 10 ans...

Une courte histoire de la réforme

C'est au lendemain des états généraux de 1995-1996 que naît la réforme dans l'esprit de la ministre de l'Éducation de l'époque, Pauline Marois. En 1997, environ 70 % des moins de 20 ans allaient obtenir un diplôme d'études secondaires (DES). Pauline Marois annonce l'objectif de 85 % de réussite chez les enfants qui seront issus de la réforme. Il faut notamment mettre fin à l'école « fourre-tout », dit-on. On cherche à recentrer les programmes sur les matières de base. Plusieurs années de travail du ministère aboutissent à un nouveau « Programme de formation de l'école québécoise », qui prescrit, entre autres, l'ajout de deux heures de français et de mathématiques par semaine. Exit les « petites matières », comme la formation personnelle et sociale, ou encore l'économie familiale précédemment enseignée au secondaire.

L'approche « par compétences » fait officiellement son apparition : le programme scolaire comprend désormais une liste de compétences que l'enfant devra acquérir, comme « écrire des textes variés » en français ou « se donner des méthodes de travail effi-

caces ». Cette approche est doublée d'une philosophie « socioconstructiviste » (la fameuse pédagogie par projets), selon laquelle l'enfant apprend à son propre rythme et construit ses connaissances avec la collaboration de ses camarades de classe et d'un « accompagnant », en l'occurrence son professeur. Les cycles (trois au primaire, trois au secondaire) viennent aussi changer la dynamique des écoles, les enseignants des différents niveaux d'un même cycle devant dorénavant collaborer étroitement. « Apprendre aux enfants à apprendre », tel est le nouveau mot d'ordre imposé aux enseignants, qui doivent de plus éviter le « stigmat » de l'échec et du redoublement, en « suivant le rythme » des enfants. La réforme est lancée en grande pompe à la rentrée 2000 pour les enfants du premier cycle du primaire.

Une mise en œuvre difficile

Dès l'arrivée de la réforme, pourtant, plusieurs irritants compliquent son application, comme son vocabulaire qualifié d'hermétique par les parents autant que par les professeurs. L'évaluation des apprentissages — et des compétences —, mal expliquée et mal comprise, provoque la fameuse saga des bulletins, dont les signes comme des « bonshommes sourire » laissent les



parents perplexes. Les programmes doivent être réécrits et vulgarisés pour être accessibles. Outre le problème de l'évaluation des apprentissages et des compétences, c'est aussi tout le concept de la pédagogie par projets, l'autre pilier de la réforme, qui fait grincer des dents. En particulier chez Gérald Boutin, spécialiste en éducation à l'UQAM qui, dès 1999, avertit des dérives possibles de ces innovations. Pour lui, à trop miser sur les compétences, on néglige d'inculquer une base solide de connaissances. En 2000, le chercheur signe avec Louise Julien *L'obsession des compétences*. Les auteurs y voient venir les nombreux problèmes d'évaluation — le casse-tête des enseignants et des parents. Et surtout, ils soulignent le paradoxe à l'origine du nouveau programme: alors que les compétences à atteindre sont déterminées à l'avance (et doivent être évaluées!), le socio-constructivisme réclame que les élèves

construisent eux-mêmes leurs apprentissages avec le minimum d'interventions de la part de l'enseignant. Ce qui fait se demander aux auteurs si les « bonnes » compétences, celles à évaluer, flottent en l'air en attendant d'être attrapées dans un filet à papillons par les « apprenants »...

Dix ans de virages et de recentrages

Chaque année ou presque, consécutivement à l'implantation de la réforme, connaîtra son lot de « virages » ou de « recentrages ». Les réaménagements des programmes et de l'organisation scolaire se sont encore accélérés avec l'arrivée de Michelle Courchesne au ministère de l'Éducation en 2007, qui s'est défendue pourtant de faire la « réforme de la réforme » (voir notre entrevue en page 59). Parmi les refontes, on retrouve pêle-mêle: l'apparition de l'anglais langue seconde en 1^{re} année

du primaire; le remplacement de l'enseignement religieux et de la morale par un cours d'éthique et de culture religieuse; la réapparition des notes dans les bulletins. L'augmentation du nombre d'heures d'enseignement du français ne s'étant pas révélée concluante, un plan d'action pour l'amélioration de cette discipline a été mis en place il y a un an. Alors qu'il avait été banni en 2000, le redoublement refait surface. Et on entend parler aujourd'hui d'un nouveau bulletin accompagné d'un recentrage des programmes sur les « connaissances », sans savoir encore véritablement ce que cache ce terme ministériel... Autant de changements qui brouillent les pistes et rendent le bilan bien difficile!

Une première étude exhaustive

En fait, aussi étonnant que cela paraisse, en 10 ans de réforme au pri-

maire puis au secondaire, aucune étude comparative exhaustive « avant-après » n'est venue établir un vrai rapport. « Plusieurs disent qu'on a sacrifié une génération. J'essaie d'être plus prudent », dit Simon Larose, chercheur en éducation, à qui le ministère a tout de même confié en 2007 l'évaluation du *Renouveau pédagogique* auprès d'élèves de secondaire. Le mandat lui en a été donné « un peu tard », estime celui qui aurait idéale-

ment aimé commencer en 2003. Avec son équipe, Simon Larose suit depuis trois ans une cohorte d'adolescents pré-réforme (qui ont effectué leur 1^{re} secondaire en 2004-2005) et deux cohortes d'après la réforme (1^{re} secondaire en 2006-2007 et en 2007-2008). Mais comme l'étude n'a commencé qu'en 2007, la cohorte 2004-2005 a été interrogée sur son expérience de 2^e secondaire alors qu'elle avait déjà atteint la 4^e secondaire.

Dans le cadre de cette étude, des milliers de familles choisies au hasard ont répondu aux questions de l'équipe de recherche sur les classes de 2^e, 4^e et 5^e secondaire. Les jeunes et leurs parents se sont ouverts au sujet de la motivation, de l'estime de soi, de leur attitude face à l'école. L'enquête se poursuivra auprès d'eux jusqu'au niveau collégial (deux nouveaux sondages, en première et dernière sessions) ainsi qu'auprès d'élèves qui auront opté pour la formation professionnelle. Les chercheurs souhaitent également pouvoir comparer les cohortes grâce aux résultats d'un examen standardisé de mathématiques et de l'épreuve unique de français de 5^e secondaire. Ils relèveront ensuite le nombre d'élèves qui auront obtenu le fameux DES.

« Les jeunes ne se sont pas si mal classés dans les dernières années aux divers examens nationaux et internationaux », constate Simon Larose (voir encadré). Le chercheur, à qui l'on doit aussi plusieurs études sur la motivation scolaire, garde foi en l'approche par compétences et en tous ces projets que les jeunes ont été invités à mener. « Cela les aidera sans doute à développer une compétence complexe, plutôt que de recracher la matière le jour de l'évaluation », dit-il. Mais en ce qui concerne l'objectif initial de Pauline Marois au lancement de la réforme en 1997, qui était de contrer le décrochage, il est plus négatif. « Il n'y a pas, dans le *Renouveau pédagogique*, d'élément important qui puisse juguler le décrochage, remarque M. Larose. Avec des ressources limitées, c'est un vœu pieux. » Dans les faits, en 2007-2008, comme 10 ans auparavant, environ 70 % des moins de 20 ans ont obtenu un diplôme d'études secondaires. On est toujours aussi loin du compte annoncé! →

Des résultats en baisse

Les élèves québécois participent régulièrement à des enquêtes nationales ou internationales sur leur niveau scolaire. Voici quelques résultats.

Enquête internationale sur la mathématique et les sciences (TEIMS)

En 2003, les jeunes Québécois de 4^e année du primaire soumis à la réforme ont obtenu des résultats inférieurs en sciences et en mathématiques, par rapport à l'année 1995. Le pourcentage d'élèves forts a également chuté. En mathématiques, par exemple, de 15 % à s'être classés comme « avancés » en 1995, ils n'étaient plus que 3 % en 2003. En 2007, légère amélioration : 5 % des élèves se sont classés « avancés ». Les jeunes Québécois demeurent au-dessus de la moyenne internationale, tant au primaire qu'au secondaire.

Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS)

De la 6^e place en 2001, le Québec est tombé à la 16^e en 2006 à cette épreuve de lecture, en 4^e année du primaire. Des pays performants participaient pour la première fois à cette étude, ce qui a contribué au recul du Québec dans le palmarès. La moyenne des jeunes est stable, mais a baissé toutefois significativement en ce qui a trait à leurs aptitudes en analyse de texte.

Épreuves de français du ministère en 6^e année

En 2005, 83 % des élèves de 6^e année (soumis à la réforme) ont réussi l'épreuve obligatoire de français, contre 90 % en 2000. Les enfants de la réforme peinent, selon les analyses statistiques, avec la syntaxe et la ponctuation, l'organisation des idées, ainsi que l'orthographe et la grammaire. Aucun résultat plus récent n'a été dévoilé par le ministère.

Le test du cégep

Le vrai test, la réforme le subira finalement cet automne au cégep, considère, un peu anxieux, le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher. « La question à cent mille dollars, dit-il, est de savoir si les élèves seront pareillement, mieux, ou moins bien préparés que leurs prédécesseurs. » Chargé de dresser un profil des élèves issus de la réforme, le comité d'analyse du Programme de formation de l'école québécoise avait sonné l'alarme dès juin 2009: les jeunes « réformés » sont moins autonomes que leurs prédécesseurs. Toutefois, ce comité, formé surtout d'enseignants du cégep, a rencontré des élèves et des professeurs de seulement deux écoles secondaires pour rédiger son portrait. Une démarche non scientifique, dont les résultats ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la province. Les commentaires recueillis ont malgré tout semé la crainte chez les enseignants de cégep. « Habités à être intégrés dans l'action, [les élèves de la réforme] ont de la difficulté à se concentrer sur une longue période, observait le comité. Placez-les en équipe ou chargez-les d'un projet, vous aurez toutefois des résultats impressionnants. » Ce comité n'en a pas moins recommandé aux collègues de préparer des séances de rattrapage des connaissances.

Pour se faire une idée plus précise de leurs futurs élèves avant la rentrée, les professeurs de cégeps ont suivi des conférences et des formations au printemps dernier, données par différents experts de la réforme. Des enseignants du secondaire sont venus expliquer à leurs confrères du secteur collégial « comment mieux comprendre les jeunes de la réforme ». Un enseignant de philosophie de la Rive-Sud de Montréal raconte que ces conférences ont attiré bon nombre de ses collègues, qui pressèrent la conseillère pé-

dagogique de questions. « C'était la panique, le branle-bas de combat, témoigne Gerald Boutin, appelé comme conférencier dans ce contexte. Cela nous a montré qu'on anticipait une cohorte pas ordinaire. »

Pour Gaétan Boucher, en tout cas, il ne sera pas question de niveler par le bas à partir de cette année. Quitte à ce que les taux de réussite baissent. « Dès qu'on aura les notes de la première

session, on aura notre bilan de la réforme. Et s'il faut mettre en place un train de mesures pour combler les lacunes, ce sera la preuve que la réforme est somme toute un échec. » En attendant ces premiers résultats, il espère que ses futurs élèves seront aussi créatifs, compétents, critiques, communicateurs, efficaces et responsabilisés que les artisans de la réforme l'avaient promis. ●

Le dico de la réforme

La réforme a beau fêter ses 10 ans, un lexique s'avère toujours utile pour la comprendre!

Approche par compétences: L'approche par compétences est issue du Competency-based Movement, un mouvement populaire aux États-Unis et en Europe dans les années 1970 et 1980. Le programme scolaire était décomposé en liste de compétences à acquérir et privilégiait les situations d'apprentissage proches du quotidien, de même que les projets dans lesquels l'élève peut montrer qu'il « sait faire », pas seulement qu'il « sait ».

Compétence disciplinaire: « Écrire des textes variés » en français et « adopter un mode de vie sain et actif » en éducation physique, voilà deux exemples de compétences disciplinaires à atteindre au primaire. Pour le ministère, les compétences consistent à rendre les connaissances « utiles et durables », autrement dit à savoir utiliser ses connaissances.

Compétence transversale: contrairement aux compétences disciplinaires, les compétences transversales touchent plusieurs, voire toutes les matières. « Exercer son jugement critique », « mettre en œuvre sa pensée créatrice » ou « se donner des méthodes de travail efficaces », par exemple.

Renouveau pédagogique: Terme apparu vers 2005 sous le ministère de Jean-Marc Fournier pour désigner la réforme.

Socioconstructivisme: Avec l'approche par compétences, c'est le deuxième courant qui a inspiré le Programme de formation de l'école québécoise. Née des théories du psychologue russe Lev Vygotsky élaborées au début des années 1900 et popularisées dans les années 1960, la branche pédagogique du socioconstructivisme insiste pour que l'enfant apprenne à son propre rythme et qu'il construise ses connaissances avec la collaboration de ses camarades de classe et l'aide d'un « accompagnateur », l'enseignant. C'est la fameuse pédagogie « par projets ».